

À la recherche de solutions alternatives : « Le comité d'études pour le développement des activités paysannes » (CEP)

Looking for alternatives: The research committee on the improvement of peasant conditions (C.I.P.C.)

La búsqueda de soluciones alternativas: El Comité de estudio del desarrollo de las actividades campesinas (C.E.P.)

Françoise Gerboux et Pierre Müller

Numéro 5 (45), printemps 1981

La recherche-action : enjeux et pratiques

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1034883ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1034883ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Lien social et Politiques

ISSN

0707-9699 (imprimé)

2369-6400 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Gerboux, F. & Müller, P. (1981). À la recherche de solutions alternatives : « Le comité d'études pour le développement des activités paysannes » (CEP). *International Review of Community Development / Revue internationale d'action communautaire*, (5), 99–104. <https://doi.org/10.7202/1034883ar>

Résumé de l'article

Le CEP qui a été mis sur pied par l'association Peuple et Culture de l'Isère a regroupé des animateurs, des chercheurs et des paysans autour d'un enjeu spécifique, l'évolution de l'agriculture et son impact sur l'autonomie des pratiques paysannes. L'objectif était d'étudier l'émergence et la formulation de « stratégies de résistance paysanne » afin de les populariser.

La démarche empruntée a été très pragmatique et centrée sur les expériences paysannes que l'on tentait de collectiviser. Rapidement s'est posé le dilemme : élargir le noyau de base ou le consolider.

Par ailleurs cette expérience a également fait ressortir la nécessité de clarifier les spécificités de statut entre intellectuels et praticiens.

À la recherche de solutions alternatives :

« Le comité d'études pour le développement des activités paysannes » (C E P)

F. Gerbaux, P. Müller

Au printemps 1979, l'association d'éducation populaire Peuple et Culture de l'Isère décide de créer à Grenoble des « Comités d'étude et de proposition » dans chaque secteur de son activité et notamment dans le secteur rural. Les CEP, qui doivent rester relativement informels, réunissent des spécialistes du domaine concerné qui, avec les animateurs de l'association, doivent élaborer une réflexion prospective sur l'activité de Peuple et Culture.

Mais dès la première réunion du CEP « rural », une évidence s'impose : personne n'a envie de jouer les spécialistes du monde paysan, personne, ni les animateurs, ni les chercheurs, n'éprouve d'intérêt à faire des études en chambre sur les problèmes ruraux.

Aussi est-il immédiatement décidé d'associer des agriculteurs à notre réflexion. Dès lors le CEP, conçu au départ comme un comité d'experts, va progressivement se transformer en une expérience collective plus originale.

Ce qui caractérise le mieux cette toute première phase, c'est probablement la combinaison un peu surprenante de propositions théoriques assez précises et cohérentes, et d'un projet collectif extrêmement flou et peu organisé.

L'arrière plan théorique était fourni par l'un des membres du groupe, chercheur en sciences économiques à l'Université de Grenoble : c'est lui qui, au départ, a fourni au groupe son support intellectuel. On peut le résumer de la façon suivante :

Avec la crise qui touche les économies occidentales et en particulier la France, dont la conséquence

la plus dramatique est l'augmentation du chômage, le problème de l'évolution de l'agriculture semble se poser en termes différents. Alors que jusqu'ici rien ne semble mettre en cause la logique économique dominante, qui impose aux agriculteurs un mode de développement fondé sur l'intensification (augmentation de la productivité à l'hectare), la spécialisation (abandon du modèle de polyculture-élevage) et la concentration foncière (avec son corollaire : l'exode rural), on voit aujourd'hui apparaître de nouvelles pratiques paysannes qui sont autant de « stratégies de résistance paysanne¹ » et qui tendent à dessiner les contours d'une « agriculture différente » regroupant des catégories très hétérogènes de paysans. Ce qui fait la spécificité de ces exploitants, c'est qu'ils cherchent d'une façon ou d'une autre à valoriser au maximum l'autonomie de leur exploitation à l'égard du système économique dominant. Pour cela, ils se refusent à investir et à augmenter systématiquement la productivité de leur exploitation et opposent à l'option moderniste une sorte de « profil bas » en cherchant à minimiser les coûts plutôt qu'à augmenter les recettes. Ils refusent donc la concentration des exploitations et cherchent à se maintenir sur de petites surfaces, jugées souvent « non viables » par la doctrine officielle. En même temps, ils cherchent à réduire leur endettement qui les contraint à adopter les normes économiques dominantes, et préfèrent si c'est nécessaire construire eux-mêmes leur matériel ou leurs bâtiments.

Ils augmentent le plus possible leur autoconsommation en réduisant les achats à l'extérieur. Enfin,

ils cherchent à mieux valoriser leur travail en transformant et en commercialisant eux-mêmes leurs produits plutôt que de les livrer aux firmes alimentaires, ou encore recherchent des activités complémentaires de l'activité agricole.

Prises globalement, ces pratiques apparaissent donc comme une protestation contre le modèle productiviste dominant et toutes ses conséquences néfastes : désertification des campagnes, prolétarianisation de nombreux agriculteurs, etc.

Tel est donc l'arrière plan théorique que nous avions à notre disposition au démarrage du groupe.

À partir de là, nous nous sommes fixé comme objectif, en nous concentrant sur les exploitations de montagne (à la fois parce que c'est là que l'urgence est la plus grande compte tenu de la désorganisation dramatique du tissu rural et parce que c'est là que l'on trouve le plus de pratiques différentes) d'étudier le plus systématiquement possible ces pratiques anti-modernistes afin de les populariser.

Mais si nous avions une idée assez claire du problème dans sa généralité, nous n'avions qu'une idée assez floue de la façon dont nous allions procéder dans la réalité. Et c'est probablement ce qui nous a sauvé, parce qu'à aucun moment (ou presque) le groupe, les animateurs et les chercheurs, ne s'est posé en donneur de leçons ou même de conseils vis-à-vis des paysans : ils en étaient bien incapables. Mais en même temps, nous étions relativement crédibles (condition fondamentale !) compte tenu de notre réflexion générale. Le revers de la médaille est que nous avons dû progresser de façon très empirique, sans trop savoir où nous allions et ce n'est que grâce à l'obstination des animateurs du groupe que la première phase a pu être franchie sans trop de difficultés.

Les principales étapes de l'expérience du CEP rural

Cinq étapes jalonnent ces deux années d'expérience collective. Chacune est marquée par un *dilemme fondamental* qu'il nous a fallu résoudre en improvisant une solution. L'histoire du CEP est donc celle d'une espèce de fuite en avant, où chaque tentative pour résoudre un problème se traduit par le surgissement d'un autre problème.

1. Les visites d'exploitation (hiver 79-80)

Tous les mois, le groupe² consacre une journée à visiter trois ou quatre exploitations et couvre ainsi les différents massifs alpins de la région de Grenoble. Les exploitations sont choisies de façon très empirique par les animateurs, en fonction de leur connaissance du milieu. Chaque visite donne lieu à une discussion sur le fonctionnement de l'exploitation, ses problèmes, les choix faits par l'agriculteur. En règle générale, la discussion débouche d'elle-même sur des problèmes généraux : la construction par l'agriculteur de ses machines ou de ses bâtiments, les activités complémentaires, la commercialisation directe des produits de la ferme, etc. Pour finir, l'agriculteur est invité à se joindre au groupe et à visiter les autres exploitations.

Cette procédure est bien sûr extrêmement lourde et n'a permis que de toucher une quinzaine d'exploitations durant l'hiver. Mais elle s'est révélée être en même temps un mode de recrutement extrêmement efficace, dans la mesure où les nouveaux participants pouvaient se familiariser progressivement avec la problématique de groupe. De plus, en privilégiant les visites de fermes, le groupe ne se présentait pas comme apportant des solutions toutes faites, mais au contraire comme le lieu où les solutions bonnes pour les paysans devaient être valorisées.

Au total, on peut dire que cette première étape correspond à une phase où se force la conscience de groupe, où l'hétérogénéité des participants (aussi bien entre intellectuels et paysans qu'entre paysans eux-mêmes), qui était très grande, s'efface au profit de la prise de conscience qu'il est possible de réaliser quelque chose ensemble.

Le dilemme qui caractérise la première étape — ne pas brusquer les gens tout en étant porteur d'un projet crédible précis — avait été relativement bien surmonté.

2. Une première tentative de rationalisation

Il n'en va pas de même pour ce qui concerne le second dilemme auquel nous allions être confrontés. À la fin de l'hiver, il devenait évident qu'il n'était plus possible de continuer simplement à visiter les exploitations sans que ces visites débouchent sur quelque chose de plus constructif. Ainsi, au prin-

temps 1980 est-il décidé de regrouper les différentes observations réalisées pendant l'hiver dans un document unique, une sorte de classeur où chaque domaine couvert fait l'objet d'une fiche qui doit normalement être complétée par les réflexions des uns et des autres (auto-construction, transformation et vente directe, activités complémentaires, etc.).

Dans notre esprit, ce document devrait servir de support à la constitution de sous-groupes de réflexion centrés sur un problème précis.

Or, nous nous sommes très vite aperçus que cette première tentative de rationalisation était prématurée : le groupe n'était pas assez nombreux, sa cohésion pas assez forte, ce qui n'empêchait pas la plupart des paysans de réclamer quelque chose de plus précis d'où le second dilemme : faut-il privilégier la recherche de résultats positifs, au risque de casser le fonctionnement informel du groupe ou faut-il privilégier ce fonctionnement (avec son aspect convivial), au risque d'avoir le sentiment de tourner en rond ?

Par ailleurs, c'est l'échec relatif de cette seconde phase qui allait commencer à nous faire prendre conscience de notre illusion de départ : l'action ne produit pas de recherche : celle-ci ne sort pas, comme par miracle, de la simple confrontation entre intellectuels et praticiens.

Mais l'échec n'est que relatif, dans la mesure où il nous a propulsé dans la troisième étape, qui correspond aussi à un troisième dilemme.

3. *Les réalisations concrètes*

En mai-juin 1980, le sous-groupe « auto-construction du matériel d'exploitation » se réunit. Comme nous l'avons indiqué plus haut, il ne pousse pas très loin la réflexion théorique. En revanche, il passe aux actes en ce sens qu'il décide de mettre en route une expérience en vraie grandeur.

Pour cela, les animateurs de Peuple et Culture contactent une société coopérative spécialisée (entre autres) dans l'élaboration de technologies appropriées pour les pays en voie de développement³ qui accepte de mettre à notre disposition un ingénieur et surtout son savoir-faire (qui est très grand). Très vite, dans une sorte de fuite en avant enthousiaste, on décide de viser l'objectif le plus ambitieux, à savoir mettre en place un atelier artisanal rural où serait construit (pour commencer) un tracteur à che-

nilles conçu spécialement pour les besoins des petites exploitations de montagne.

L'originalité de l'expérience tient au fait que, dans notre esprit, l'agriculteur qui désirerait se procurer le tracteur devrait participer (dans une proportion variable) à sa construction, l'artisan jouant alors le rôle de moniteur. Il y a donc à la fois création d'emploi (donc revitalisation d'une petite région) production de matériel adapté et de faible coût car très rustique (valorisation de l'autonomie des agriculteurs par rapport aux fabricants de matériel) et opération de formation des agriculteurs à la mécanique : opération extraordinaire, tellement extraordinaire que le CEP faillit en mourir.

En très peu de temps, en effet, cette action allait nous mobiliser complètement : pour finir l'étude et la construction du prototype, il fallait demander un crédit aux organismes publics spécialisés dans le financement de l'innovation et donc constituer un dossier solide techniquement, économiquement, juridiquement. Pour le réaliser, les animateurs et les chercheurs multiplièrent les réunions où les paysans étaient plus ou moins invités. Bref, c'est à ce moment-là que le danger de technocratie fut à son maximum : sans que nous nous en rendions compte, le CEP était de plus en plus porté par les intellectuels, et de moins en moins par les paysans, trop peu nombreux de toute façon pour assurer une présence permanente et efficace aux réunions. Le dilemme auquel nous nous heurtions était donc celui de savoir s'il fallait engager des opérations lourdes, difficiles, spectaculaires, très bénéfiques si elles réussissent, mais qui risquent de détruire complètement le caractère collectif du fonctionnement du groupe, ou bien s'il fallait privilégier ce dernier caractère.

Mais à peine avions-nous eu le temps de nous poser cette question que le fonctionnement du groupe nous entraînait dans une autre étape, plus périlleuse encore⁴.

4. *La tentative d'institutionnalisation*

Car la principale conséquence du recentrage autour du lancement du tracteur est l'obligation de formaliser l'existence du groupe. Au départ, nous avions soigneusement évité de poser la question de la structure juridique du CEP et nous avions profité sans vergogne de l'étiquette « Peuple et Culture » pour rester dans l'ambiguïté la plus totale, la plupart

des membres du CEP n'étant pas membre de l'association Peuple et Culture. Mais à partir du moment où l'on demandait des subventions publiques, il fallait bien se rendre « visibles ». Comme il n'était pas question que Peuple et Culture puisse apparaître en tant que tel, il fallait bien se résoudre à créer une association ; nous étions pris à notre propre piège : si nous voulions lancer le tracteur, il fallait créer une association qui était tout à fait prématurée par rapport au degré d'élaboration de la conscience du groupe. Mais y renoncer, c'était décevoir une bonne partie des paysans qui étaient très motivés par cette opération.

Plus grave encore, à partir du moment où nous avons décidé de créer une association, il nous fallait expliciter une série de questions que nous avions soigneusement évitées jusque là : qui a le pouvoir, les paysans ou les intellectuels (à propos de la répartition des sièges au conseil d'administration), le rôle exact de Peuple et Culture (qui allait être conduite à financer les dépenses de fonctionnement de l'association), etc. Une telle discussion peut être salutaire, objectera-t-on. Le problème est que cette discussion a eu lieu trop tôt et surtout elle s'est formalisée sur des détails juridiques (une heure de discours pour savoir si le conseil d'administration aurait 8 ou 12 membres !!!, et non en fonction de prises de positions politiques.

Bref, en juillet 1980, une assemblée générale se solde par un échec total, les paysans refusant en bloc le projet élaboré avec tant de difficultés.

En septembre 1980, une seconde réunion, avec un projet très simplifié, ne réunit que trois paysans face à 6 ou 7 chercheurs ou animateurs. Jamais le CEP n'avait été aussi proche de sa disparition.

Alors nous avons eu une sorte de réflexe qui a probablement sauvé le CEP (pour l'instant) : nous sommes revenus au fonctionnement informel. Nous avons fait comme si le problème institutionnel était résolu : puisque nous étions obligés de créer une association, nous en avons créé une provisoire en désignant un bureau provisoire avec à sa tête un agriculteur.

L'autre décision prise au cours de cette réunion nous entraîne dans la cinquième étape dans laquelle nous sommes actuellement (hiver 1980-81).

5. *L'élargissement*

L'autocritique principale que nous faisons au fonctionnement du CEP était la suivante : trop d'actions étaient en avance par rapport à l'état d'avancement du groupe, en nombre, en degré de cohésion, en niveau de conscience politique. Ce qui nous conduit, précisons-le en passant, au dilemme qui résume tous les autres, selon lequel pour élargir et fortifier un groupe de ce type, il faut des réalisations qui demandent elles-mêmes, pour être réunies, un groupe large et fort.

Toujours est-il que nous avons pris la décision de concentrer notre énergie sur la création de quatre ou cinq mini-CEP, situés dans des petites régions de montagne, où les agriculteurs se connaissent déjà et donc plus à même de mettre en route une action collective, dans un domaine qu'ils auront à choisir.

Mais pour lancer ces sous-groupes, il n'était pas possible de revenir au fonctionnement extrêmement progressif et lourd du début, où seuls adhéraient ceux qui avaient fait l'objet d'une visite. Aussi chaque groupe entreprit-il de faire une sorte de propagande régionale de façon à commencer les réunions avec le maximum d'agriculteurs intéressés. Conséquence immédiate et inattendue : un changement sensible dans l'esprit du groupe. Puisque les participants ne sont plus sollicités de façon active dès le départ, leur comportement est parfois différent, plus passif ou expectatif.

C'est la rançon, probablement inévitable, de l'élargissement, et c'est un nouveau dilemme, classique celui-là : vaut-il mieux une petite minorité très motivée ou une minorité plus importante et moins motivée.

Voilà où nous en sommes. Au printemps, une autre étape difficile nous attend (et probablement d'autres dilemmes) ! Celle qui consistera à réunifier le fonctionnement éclaté des différents CEP de régions, et assurer le démarrage effectif de l'association CEP. Saurons-nous profiter des leçons durement apprises ?

Les leçons de deux années de fonctionnement

Nous ne prétendons pas évidemment apporter des enseignements définitifs. Il s'agit plutôt de présenter quelques enseignements provisoires tirés d'une expérience encore très modeste.

Sur ce point les premières réflexions que nous inspire le fonctionnement du CEP nous conduisent à remettre en cause une tendance qui caractérise beaucoup de recherches-action et qui consiste à nier les différences et donc les spécificités de statut entre intellectuels et praticiens.

C'est précisément l'illusion sur laquelle était fondée le CEP au départ. À partir de l'idée (louable en soi) qu'il faut abolir le plus possible les barrières qui séparent intellectuels et agriculteurs, nous avons pensé pendant un moment (en gros jusqu'à la 2^e étape) qu'une véritable recherche pourrait naître des discussions collectives entre chercheurs, animateurs et paysans, que les barrières de la division du travail pourraient être abolies comme par miracle. Et le miracle n'eut pas lieu : les quelques réunions qui avaient pour objectif explicite de faire avancer la recherche dans un domaine précis ont été des échecs : impossibilité de sortir des chiffres fiables, impression de tourner en rond, etc.

La conclusion qu'il faut en tirer à notre sens est qu'il est dangereux et même hypocrite de nier la spécificité du travail de recherche. À la limite, pour le chercheur, c'est fuir ses responsabilités que de demander au paysan de faire son travail à sa place. Après tout, les agriculteurs ne nous ont jamais demandé de venir traire leurs vaches.

De la même façon, on ne voit pas pourquoi on demanderait aux agriculteurs de « faire de la recherche ». Dans un cas comme dans l'autre, cela revient à nier la richesse de l'expérience et du savoir-faire des uns et des autres. Le véritable objectif d'une action collective comme le CEP doit être non pas de faire disparaître la division du travail, mais d'en réduire les effets négatifs en permettant à chaque groupe d'apporter à l'autre la dimension que, du fait de son statut, il a du mal à maîtriser :

— Aux animateurs et aux chercheurs, les paysans du CEP apportent une connaissance différente du milieu qui fait l'objet de leur travail, en les aidant à réduire (mais non à supprimer) cette fameuse distance entre l'objet d'étude et l'intellectuel qui cherche à l'appréhender.

— Aux paysans, les animateurs et les chercheurs apportent la possibilité de replacer leur pratique quotidienne dans une dimension plus globale (économique, historique, politique). Autrement dit, ils les aident à construire une vision du monde non plus sectorielle mais au niveau des rapports sociaux dans leur ensemble, et d'y resituer leur action.

Au total, quelle doit être la signification profonde d'une collaboration entre intellectuels et paysans dans une expérience comme le CEP ? Il s'agit fondamentalement d'une *alliance politique* entre deux groupes dominés : la petite paysannerie et — faute de meilleur terme — la petite-bourgeoisie intellectuelle.

Il nous paraît évident en effet que la lutte des petits paysans anti-modernistes pour retrouver un minimum d'autonomie économique rejoint sur beaucoup d'aspects les tentatives de protestation anti-technocratiques menées précisément sur ces « nouvelles couches moyennes » dont le statut est si difficile à cerner, mais dont la petite-bourgeoisie intellectuelle fait partie : luttes anti-nucléaires, mouvements régionalistes, courants autogestionnaires qui tous correspondent à une remise en cause de l'hétéronomisation⁵ croissante des individus dans les sociétés industrielles.

La collaboration d'intellectuels et de paysans dans le cadre du CEP nous semble donc relever bien plus d'une conjugaison de mouvements de protestation que d'une tentative de recherche communautaire.

Ce qui ne veut pas dire que tout se déroule sans problèmes, et c'est ici que l'on retrouve les effets néfastes de la division du travail évoqués plus haut. Citons en deux parmi d'autres.

— Le principal est peut-être celui qui tient au fonctionnement dans deux registres différents : les intellectuels (chercheurs et animateurs) fonctionnent surtout par l'écrit : les chercheurs produisent du « papier » ; les animateurs, dans leur travail d'organisation du groupe, également. Tout cela se traduit par une véritable avalanche de notes diverses, comptes rendus de réunions, de réflexions et d'orientations (et celui que nous sommes en train d'écrire en est un de plus !).

Pour les paysans, c'est une véritable catastrophe, car pour eux, la forme principale de transmission des informations est la forme *orale*, c'est-à-dire la *discussion* (de préférence autour d'un verre).

L'expérience nous montre clairement que les choses les plus riches passent entre intellectuels et paysans au moment des repas et pendant les temps morts de réunions : voyages, attentes, etc. Il y a probablement là un obstacle incontournable qu'il faut s'efforcer de gérer, les intellectuels en apprenant à oublier leurs papiers, les paysans en s'efforçant de les lire.

D'autant plus que ce problème n'est qu'un élément d'une différence plus générale de mode de vie. Un exemple : à la fin de chaque réunion, il faut décider de la date de la réunion suivante. Et les intellectuels de se précipiter fébrilement sur leur agenda, pour chercher un créneau disponible, sous l'oeil rigolard des paysans.

Il faut ici souligner le rôle absolument fondamental des animateurs dans cette fonction d'intermédiaire entre le concret et l'abstrait, entre l'oral et l'écrit.

Il faut noter enfin le décalage qui apparaît entre ces deux catégories à propos des réalisations concrètes. L'intellectuel rationalise à partir de constats et de faits ; il est tenté de proposer des alternatives ou des solutions différentes qu'il est pressé de voir appliquer. Le paysan, plongé dans ses pratiques professionnelles, ne peut pas bouleverser d'un coup celles-ci et s'impose un délai de réflexion. Ce décalage a notamment marqué la 3e période. Mais comment surmonter cette difficulté puisque l'intellectuel dans un tel groupe s'engage au niveau de sa pratique militante, sans que ses conditions matérielles d'existence en soient changées, alors que le paysan met en jeu ses conditions d'existence toutes entières ?

— Le deuxième problème est celui de la politisation du groupe : faut-il se limiter à un travail de réflexion (actions ponctuelles comme la construction du tracteur) ? ou bien déboucher sur une action politique de défense des petits paysans ?

Aujourd'hui, le CEP a une attitude très ambiguë sur ce point, pour des raisons tactiques (hétérogénéité des membres, risque d'être trop « marqué » à l'extérieur).

Le problème est d'autant plus compliqué qu'il est lié à une question de recrutement : faut-il avoir un recrutement large, en poussant l'ambiguïté au maximum, ou bien plus restreint, ce qui permet « d'épurer » la doctrine ?

Ni l'une ni l'autre des solutions n'est viable, trop

de rigueur dans la doctrine ferait fuir les trois quarts des participants. Trop de laxisme diluerait la spécificité du CEP.

La dimension politique doit être présente, sans pour autant écraser les autres.

Il n'y a rien à conclure pour l'instant. Disons simplement que, selon nous, le CEP doit fonctionner dans trois registres à la fois, ce qui fait à la fois la difficulté et l'intérêt de l'entreprise :

— il doit être un milieu de réflexion, à défaut d'être un lieu de recherche, c'est-à-dire un lieu où se confrontent l'expérience de la recherche et l'expérience de l'action ;

— un lieu d'action et de protestation politique ;

— un lieu d'expérimentation micro-sociale, afin d'inventer, dans la mesure de nos modestes moyens, d'autres rapports sociaux.

C'est très ambitieux ; et pourquoi pas ?

Françoise Gerbaux

Pierre Muller

CERAT-IEP

Université des sciences sociales

Grenoble

janvier 1981

NOTES :

¹ Cf sur ce point F. Pernet, *Crise et stratégie de résistance*, I.R.E.P., Grenoble avril 1980.

² Le groupe est alors constitué de 3 animateurs (dont deux de Peuple et Culture), d'un économiste et de deux chercheurs en sciences politiques. Outre les agriculteurs qui le rejoignent progressivement, le groupe intègre par la suite un ingénieur agronome, un second économiste, un vétérinaire homéopathe, une spécialiste des énergies nouvelles. La règle est que tous les participants interviennent à titre individuel et bénévolement.

³ Il s'agit de la CINAM.

⁴ En plus du projet sur les ateliers ruraux, d'autres actions sont en cours ou à l'étude : installation de digesteurs, mise en place de réseaux de vente directe, etc.

⁵ Nous reprenons ici le mot d'André Gorz. La place nous manque, malheureusement, pour développer ce point fondamental.